

UNE INTERVIEW DE BERNARD
DEBRÉ PAR MICHEL PEYRARD

La France responsable des massacres du Rwanda

Une mission d'information parlementaire présidée par Paul Quilès cherche à déterminer la part de la France dans les massacres du Rwanda. Cette responsabilité est contestée, en particulier par le Dr Bernard Debré, ancien ministre de la Coopération, qui dans son livre «Le retour du mwami» (éd. Ramsay) incrimine plutôt les services américains et leur complice le président de l'Ouganda, Museveni. Notre collaborateur l'a interviewé.

ET SI C'ÉTAIENT LES AMÉRICAINS

Paris Match. Votre livre "Le retour du mwami" rompt enfin le silence gêné observé par la France depuis le drame rwandais en 1994.

Bernard Debré. Plus que d'un silence gêné, je dirais qu'il s'agit d'une autoflagellation. Une sorte de pensée unique est en train de s'instaurer dans notre pays. A droite comme à gauche. Elle concerne non seulement le Rwanda, mais toute la politique africaine de la France. Cette culpabilisation inutile, doublée, à l'évidence, d'un manque de perspective politique, est d'autant plus dommageable qu'elle nous prive d'une analyse réelle des grands bouleversements en cours sur le continent africain. Sous nos yeux, pratiquement en direct, les drames succèdent aux drames : Rwanda, Burundi, Zaïre, Congo... Vu à travers le prisme du petit écran, ces événements paraissent indépendants, procédant plus du hasard que d'une véritable réaction en chaîne. Or, quel qu'un est bel et bien en train de remodeler le continent à sa propre convenance, conformément à ses intérêts particuliers. A mon sens, le point de départ de cette grande vague est à chercher au cœur même du Rwanda, où l'ancien maître, l'ancien roi tutsi, le mwami, s'est réveillé. La vision africaine des Occidentaux est souvent naïve, façon "Tintin au Congo". Avant la colonisation, l'Afrique comptait déjà, qu'on le veuille ou non, de grands empires dont l'un, l'empire tutsi, avait assis, depuis le XVII^e siècle, sa domination sur toute la région des Grands Lacs. C'est cette dominance que le mwami, après avoir joué habilement de l'Histoire, fût-elle tragique comme en 1994, entend bien faire respecter à nouveau.

P.M. Le mwami, c'est Paul Kagamé, l'homme fort du Rwanda ?
B.D. Exactement. Il bénéficie, il est vrai, outre du soutien de Yoweri Museveni, le président ougandais, d'une imposante logistique américaine. En 1990 déjà, quand Mitterrand justifie l'intervention de militaires français pour stopper une première incursion du F.p.r. (Front patriotique rwandais, mouvement politique créé par les Tutsis exilés en Ouganda après les premiers massacres dans les années 60), c'est parce qu'il s'agit là, affirme-t-il, d'une "invasion étrangère venue d'Ouganda". Et il n'a pas totalement tort. Le F.p.r. est, à cette époque, dirigé par deux hommes d'origine rwandaise mais devenus anglophones : le premier s'appelle Fred Rugema et est ministre de la Défense à Kampala. Le second se nomme Paul Kagamé et il dirige les services secrets ougandais. Quand on sait que Rugema et Kagamé ont été tous deux formés par les Américains, on est en droit de s'interroger. D'ailleurs, lorsque Fred Rugema est tué par une roquette lors de l'offensive, on fait appel à M. Kagamé, qui est "en stage" aux Etats-Unis. Personne ne relevant alors cette formidable ambiguïté ! On pare déjà à l'attaque du F.p.r. de toutes les vertus. Et les Far (Forces armées rwandaises) de tous les vices.

"Les Tutsis ne voulaient pas d'élections"

P.M. Dont elles ne sont pas dépourvues, à l'image de toutes les composantes du régime de Juvénal Habyarimana, le président rwandais.

B.D. C'est un régime dictatorial clanique et, bien sûr, corrompu. Mais Mitterrand, qui est très lié aux Habyarimana – leurs deux fils Jean-Christophe et Jean-Pierre sont eux aussi amis –, estime que la stabilité de la région passe par le dictateur hutu. "Je savais, me dira-t-il plus tard, que la chute d'Habyarimana signifiait l'embrasement de toute la région." C'est pourquoi il envoie l'armée arrêter l'offensive du F.p.r. Inévitablement, il a fait l'objet d'une très forte pression américaine. "C'est inacceptable", disent alors les Etats-Unis, qui exigent que l'on négocie. Cela a abouti, en 1993, aux fameux accords d'Arusha qui sont d'une stupidité rare : s'ils prévoient que le président hutu reste au pouvoir, on lui adjoint un Premier ministre tutsi – tout le gouverne-

ment est d'ailleurs à parité – et on intègre l'armée tutsi du F.p.r. dans les Forces armées rwandaises hutues. Ce qui revient à imaginer des lions et des gazelles gambadant de concert dans la savane.

P.M. N'est-ce pas le génocide annoncé ?

B.D. C'est le sentiment que j'ai début 1994 lorsque je rencontre à la fois le président Habyarimana et les Tutsis qui, comme le prévoient les accords d'Arusha, sont désormais implantés, armés jusqu'aux dents, dans un camp retranché au centre de Kigali. Habyarimana me dit : "Arusha prévoit des élections dans trois ans. Il suffit que je tienne pour gagner." Comment en douter, en effet, quand on sait que le Rwanda est formé à 80 % de

"Mitterrand parlait d'une invasion étrangère venue d'Ouganda"

Hutus. Quant aux Tutsis, ils me préviennent sans ambages : "Comprenez que nous n'accepterons jamais d'élections selon le principe : un homme, une voix. Nous n'accéderons jamais au pouvoir démocratiquement. Nous ne pourrions le faire que dans le sang." Bien sûr, ils accusent d'ores et déjà les Hutus extrémistes de préparer le génocide. Je suis rentré à Paris et j'ai prévenu certains membres du gouvernement : "Ça va exploser."

P.M. C'est l'avion présidentiel d'Habyarimana qui explose le premier, victime d'un tir de missiles le 6 avril 1994. Et, d'emblée, le F.p.r. accuse la France...

B.D. Quel aurait été l'intérêt de notre pays à sacrifier deux présidents – outre Habyarimana, l'avion transportait le président burundais que nous protégeons et qui représentait pour nous un pôle de stabilité. Personne ne pouvait ignorer à Paris que cet attentat signifiait non seulement la ruine de la politique française dans la région, mais surtout l'apocalypse annoncée. J'ajoute que je vois mal les militaires français assassiner de sang-froid les trois membres d'équipage qui n'étaient autre que d'anciens collègues.

P.M. Alors, qui ?

B.D. Le F.p.r. aidé par les Américains. Pourquoi ? Kagamé, dont l'armée installée à Kigali est désormais prête à faire mouvement, sait qu'il doit attendre les élections – qu'il perdra inévitablement – pour reprendre le pouvoir. Il suffit d'ailleurs d'examiner les faits. Le président Habyarimana du Rwanda et le président Ntaryamira sont tous les deux à Dar es-Salaam à l'invitation du président Museveni. Le président Mobutu s'est décommandé car il sentait le piège. Si les deux présidents burundais et rwandais sont venus avec leur avion personnel, ils ont été convaincus par Museveni de revenir par le même avion le 6 avril à Kigali. Le même Museveni retient ensuite longuement le président burundais, comme s'il tentait de retarder l'avion jusqu'à la nuit tombée. Pour que l'attentat ait lieu, en effet, il convient de déplacer les armes prévues – des missiles Sam 16 – à la faveur de l'obscurité. Les plans de vol des avions qui devaient atterrir à Kigali avaient été transformés par le F.p.r. qui ne voulait pas, disait-il, qu'on survole de trop près ses bases, mais envoyait des avions lorsqu'ils atterrirent sur des collines qui étaient plus dangereuses et c'est vraisemblablement de là que sont partis les missiles. Enfin, cerise sur le gâteau si je peux dire, l'ordre de marche de l'armée F.p.r. a été lancé par l'état-major tutsi le 6 avril au matin. Il est quand même curieux qu'une armée qui normalement ne devait pas faire la guerre à la suite des accords d'Arusha reçoive tout d'un coup l'ordre de marche sur Kigali alors que l'attentat n'était pas encore perpétré et qu'il allait l'être quelques heures plus tard. (suite page 124)

**BERNARD
DEBRÉ**

Le retour
du Mwami

La vraie histoire
des massacres rwandais

“Nos efforts ont permis de sauver des milliers de Tutsis”

(Suite de la page 29) Mentionnons aussi les numéros de série des Sam 16 : ils ont presque été reconstitués par nos services – il manque un seul chiffre – et la piste semble conduire directement aux Américains, qui les auraient récupérés dans le Golfe.

P.M. Devant la mission d'information parlementaire, un historien belge a avancé exactement la même thèse. Mais avec les Français dans le rôle des commanditaires.

Bernard Debré. Sa thèse a évolué. Il s'est aperçu que l'histoire de militaires français offrant leurs missiles aux extrémistes hutus était un peu difficile à gérer. Il prétend donc, aujourd'hui, que ces missiles auraient certes été récupérés par les Français dans le Golfe, mais tirés par le F.p.r. Je vous laisse juge de l'absurdité!

P.M. Reste que l'ambiguïté a perduré après le début du génocide, la France étant accusée de mettre à l'abri les bourreaux, notamment à la faveur de l'opération Turquoise.

A Bisesero, pendant l'opération Turquoise, les Français n'ont pas “fermé les yeux”

A ce témoignage de Bernard Debré, notre collaborateur Michel Peyrard peut ajouter le reportage qu'il a accompli sur le terrain du génocide en 1994.

Jeudi 30 juin 1994. Sur une colline du Rwanda, un officier français refuse obstinément le rendez-vous que veut lui fixer l'Histoire. Depuis l'aube, cet homme commandant une unité de commandos de marine s'est lancé dans la quête chimérique d'une infiltration rebelle du F.p.r. sur les hauteurs du lac Kivu. Il est en effet persuadé que des coups de feu entendus les jours précédents sont le fait d'une incursion du F.p.r. dans cette zone « couverte » par l'opération Turquoise. Avec Benoît Gysembergh, le photographe de Match, et Sam Kiley, journaliste du « Times », nous tentons une nouvelle fois de le convaincre du contraire : ces armes sont celles d'extrémistes hutus qui exterminent méthodiquement les derniers survivants d'un groupe de civils tutsis réfugiés dans la forêt proche que nous venons juste de dépasser. D'ailleurs, l'officier français devrait le savoir : quatre jours plus tôt, un détachement de son unité n'a-t-il pas rencontré à cet endroit quelques-uns de ces malheureux ? Notre insistance est telle que l'officier, furieux, nous interdit désormais de le suivre. Nous le précédons donc. Mais, quand il ordonne le ravitaillement par hélicoptère du village des bourreaux, nous décidons, atterrés, de l'abandonner à ses chimères et de retourner à la forêt. C'est là, au lieu dit Bisesero, que, vingt minutes plus tard, nous découvrirons dissimulés dans des ravines et des grottes, près d'un millier de Tutsis, la plupart blessés, quelques-uns grièvement, seuls rescapés, après trois mois de traque, d'un groupe de 50 000 personnes.

Cet aveuglement français, certes coupable, est aujourd'hui stigmatisé par l'O.n.g. African Rights. Mais, pour documenté qu'il soit, le rapport que publie cet organisme basé à Londres

B.D. Les efforts qui ont été déployés pour exfiltrer un certain nombre de personnes ont été mal perçus, à juste titre. L'opération Turquoise s'est finalement limitée à une petite portion du territoire rwandais. Elle a néanmoins permis, comme j'ai pu le constater sur place avec quelques collègues chirurgiens, notamment sénégalais, de sauver des milliers de vies tutsies.

P.M. Comment jugez-vous le régime aujourd'hui en place à Kigali ?

B.D. Comme Museveni, le président ougandais, que l'on surnomme affectueusement “Little Darling” aux Etats-Unis, Paul Kagamé vient d'annoncer que les élections rwandaises étaient repoussées sine die. Comment pourrait-il en être autrement ? Le Rwanda est actuellement un pays de non-droit où règne une dictature d'apartheid. Des massacres de Hutus ont eu lieu, notamment dans l'Est-Zaire, et continuent de se produire. Paul Kagamé, comme Yoweri Museveni, Pierre Buyoya (auteur d'un putsch au Burundi) et Laurent-Désiré Kabila ont été aidés, conseillés, armés par les Etats-Unis. Peu importe qu'ils se soient révélés ensuite des dictateurs peu respectueux des droits de l'homme. Parce qu'ils sont riches ou vont le devenir, ils ont droit au soutien de Washington. C'est le retour de la vieille fable : un pauvre doit être vertueux, un riche peut se contenter de n'être que riche ! ■

INTERVIEW MICHEL PEYRARD

opère un glissement sémantique qui vise à condamner l'ensemble de l'opération Turquoise. Or, l'affaire de Bisesero n'illustre pas, comme le prétendent aujourd'hui certains journaux britanniques, une pseudo-volonté politique française de « fermer les yeux sur le génocide en cours » ; elle n'est représentative que de l'aveuglement d'un homme. Les propos tenus par certains officiers ce matin-là, devant le comportement de leur chef, disaient assez leur désespoir, voire leur rage. Ce sont les mêmes qui, quatre heures plus tard, sitôt prévenus de notre effarante découverte, organiseront, sur la colline de Bisesero, une des plus importantes opérations de secours jamais menées par l'armée française : rondes des hélicoptères emmenant les blessés les plus graves vers Goma, mobilisation d'un hôpital de campagne, sécurisation de la zone contre les tueurs, distribution de vivres...

African Rights lance une autre accusation très grave : selon elle, les quatre jours qui se sont écoulés entre la première visite d'un petit détachement français, le 26 juin, et le déclenchement des secours le 30 ont permis aux assassins d'accélérer leur sinistre besogne en exterminant la moitié des 2 000 survivants. Pour avoir sillonné la zone pendant trois heures, avant l'arrivée des militaires français, nous pouvons affirmer que, si elle abritait de nombreux cadavres, la très grande majorité d'entre eux était en voie de décomposition. Selon les survivants eux-mêmes, les victimes des trois derniers jours se chiffraient à quelques dizaines, estimation à rapporter aux 20 000 personnes environ tuées à Bisesero dans la seule journée du 13 mai. Pourquoi African Rights se livre-t-elle à cette manipulation macabre sinon pour dramatiser la thèse de la culpabilité française dans la poursuite du génocide. Ainsi, il n'est plus personne aujourd'hui pour noter que les rescapés de Bisesero n'ont dû, comme d'autres Tutsis rwandais après eux, la vie sauve qu'à cette opération Turquoise tant décriée.

Il nous semble, quant à nous, nécessaire de ne rapporter que ce dont nous avons été témoins sans rien omettre, mais aussi sans rien ajouter ni transformer. C'est ce que nous avons dit au juge de l'accusation dans le procès d'Arusha lorsqu'il nous a demandé de venir témoigner. Peu après, notre déposition à été ajournée... ■

BERNARD DEBRÉ

Le retour du Mwami

La vraie histoire des génocides rwandais

“Comment j’ai vu se mettre en place le désastre du Rwanda”

En 1993, l’année qui a précédé le génocide, Patrick Forestier a vu l’armée française porter à bout de bras le gouvernement du président hutu Habyarimana. Et couvrir toutes ses exactions.

Peu nombreux sont alors les journalistes qui viennent couvrir la « guerre oubliée » dans la région des Grands Lacs, au limes du pré carré francophone africain. Depuis 1990 pourtant, officiers et soldats français sont entraînés, un peu plus chaque année, dans un engrenage qui débouchera sur une catastrophe humanitaire. Ils sont mandatés, en premier lieu par l’Elysée, en particulier la cellule africaine animée par Jean-Christophe Mitterrand. Une solide amitié lie son père, François Mitterrand, et le président rwandais. Une amitié tout aussi forte unit les fils (ce que l’ex-Monsieur Afrique a nié, entre autres, devant la mission Rwanda). Entre la présidence à Kigali et le palais de l’Elysée, les relations par téléphone sont directes. Dans la capitale rwandaise, l’imbrication entre officiers français et rwandais est tout aussi serrée. Ordre est donné de soutenir le président Habyarimana, bon élève du discours de La Baule, contre l’agression du Front patriotique rwandais, présentée comme une attaque déguisée de l’armée ougandaise. Il sera respecté.

En mars 1993, un an avant le génocide, la situation à Kigali est surréaliste. A peine suis-je descendu de l’avion que je tombe sur un colonel, rencontré quelques mois auparavant à Mogadiscio, au P.c. français installé dans une villa près du rond-point qui mène à l’aéroport. Cette fois-ci, il porte un uniforme rwandais. Nom de code : « Camille ». L’officier appartient au Cos, le tout nouveau « Commandement des opérations spéciales » créé par Pierre Joxe, ministre de la Défense à l’époque. Un outil sur mesure pour l’amiral Jacques Lanxade, ancien chef de l’état-major particulier de l’Elysée, nommé à la fin de la guerre du Golfe patron de l’armée française. Le Cos est soumis à son autorité. Il possède un état-major, mais « pioche », pour ses missions délicates, dans les unités de spécialistes : commandos de marine, Crap de la onzième division parachutiste, Dragons du 13^e R.d.p. de Dieuze, et 1^{er} R.p.i.m.a. – le régiment parachutiste d’infanterie de marine de Bayonne où servira Camille.

A Kigali, d’autres officiers français portent l’uniforme rwandais. Un lieutenant-colonel est attaché à l’état-major. Nom de code : « Emile ». Il sera ensuite affecté à Bangui.

Emile et quelques autres ne font pas partie du Dam, le Détachement d’assistance militaire et d’instruction, une bonne cinquantaine d’hommes qui forment l’armée rwandaise passée en quelques mois de 5 000 à 35 000 soldats. Ils sont conseillers à la présidence, à l’état-major qui s’appuie d’abord sur la garde présidentielle – pilier du régime et auteur des premiers massacres dans la capitale, en 1994. Il y a aussi sur place, officiellement, les légionnaires et les marsouins de l’opération Noroit, dépêchés pour « assurer la sécurité de nos ressortissants ». En 1993, les effectifs dépassent 600 hommes, pour protéger 400 Français ! Sous le prétexte de cette mission, l’Elysée soutient Habyarimana, menacé par la guérilla tutsie, minorité chassée du pays au cours des pogroms successifs depuis l’indépendance.

Colonels et commandants français se succèdent à l’état-major rwandais. Ils dirigent les opérations, plus qu’ils ne

conseillent leurs homologues africains, pendant que débute une épuration ethnique qui éclatera au grand jour dès la chute de l’avion présidentiel. Le pouvoir hutu effectue des raids sur les civils tutsis régulièrement massacrés dans plusieurs communes. L’armée y participe. Tout Tutsi est soupçonné d’être un espion, une cinquième colonne. Amnesty International publie des rapports. Les témoignages affluent, mais personne ne veut rien voir. A l’Elysée en premier. Massacres, tortures, assassinats, arrestations ne sont que des rumeurs, affirme-t-on du côté de l’ambassade. Les officiers français, imbriqués dans l’armée rwandaise, appliquent, eux, la mission qui leur a été confiée. Sans état d’âme. Ils lisent les rapports des prisonniers, auraient même participé aux interrogatoires comme l’affirme un avocat belge. Ils sont devenus acteurs du huis clos qui se joue dans ce petit pays.

En février 1993, le F.p.r. lance une nouvelle offensive. Réponse de Paris : deux compagnies de soldats supplémentaires, et une augmentation des livraisons d’armes. Depuis six mois, Paris a en effet livré de l’artillerie à Kigali. Des mortiers de 90 et de 120 millimètres, et deux batteries de campagne. En tout, une dizaine de canons H.m.-2, de 105 millimètres, un modèle ancien mais qui, bien servi, produit des résultats. Les conseillers français sont déployés sur les axes de pénétration des rebelles. Sans leur présence, l’armée partirait en déroute.

“On ne veut pas recommencer Fachoda!”

La capitale voit affluer 800 000 personnes déplacées, qui ont fui les zones de combat. Les témoignages sur les exactions perpétrées par le F.p.r. sont nombreux. Lorsqu’ils investissent un village, les guérilleros tutsis ne font pas de cadeau aux Hutus – surtout s’ils appartiennent au parti du président. Ils jouent de la machette et exécutent, à l’abri des regards, ce qui irrite au plus haut point diplomates et militaires français qui accusent la presse et les organisations des droits de l’homme de témoignage unilatéral. A coups de propagande, pouvoir hutu et guérilla tutsie tentent de rallier la communauté internationale à leur cause. Mais Paris a choisi son camp, et sa politique est appliquée sur le terrain. Un cessez-le-feu est signé, un gouvernement de transition est mis en place, et le dispositif tricolore est réduit en attendant l’arrivée des Casques bleus. Le régime parle de réconciliation en même temps que la propagande hutue incite à la haine. L’hôtel Méridien abrite, au premier étage, une délégation du F.p.r. qui croise, au petit déjeuner, en l’ignorant, Camille, Emile et d’autres officiers français de l’armée rwandaise. Un sentiment général prévaut chez tous les militaires, diplomates et même dans la petite communauté française de Kigali : le F.p.r. est l’ennemi, le boche qui ne doit pas pénétrer dans notre Alsace-Lorraine qu’est devenu le Rwanda. Pire, « le Rwanda francophone ne doit pas tomber aux mains des Anglais qui cherchent à pénétrer dans notre zone d’influence francophone », m’explique-t-on. « On ne veut pas recommencer Fachoda », me lance un officier en souvenir de la mission Marchand qui évacua les sources du Nil devant le général Kitchener. On compare les « sauterelles » tutsies à des Khmers, non pas rouges, mais noirs. Le même discours est répété à l’époque à l’Elysée.

Hubert Védrine, actuel ministre des Affaires étrangères, mais ancien secrétaire général de François Mitterrand, a beau déclarer dans son livre de souvenirs qu’il accuse la France d’avoir délibérément appuyé au Rwanda un régime préparant un génocide est « faux, absurde et ignoble », la mission d’information risque de nuancer ce propos. A moins qu’elle soit déjà limitée, comme l’a annoncé Paul Quilès, par les « sujets concernant le caractère secret relatif à la défense nationale, aux affaires étrangères et à la sécurité de l’Etat ». ■